

Dans le miroir des familles afghanes

Peter Adriaenssens est pédopsychiatre à la KUL, renommé grâce à la qualité de ses publications et à la qualité professionnelle et humaine de ses interventions. « Bekende Vlaming », il a été entendu et lu dans l'ensemble du pays en 2010 à l'occasion de la « Commission pour le traitement des plaintes pour abus sexuels dans une relation pastorale ». Pratiquant le « dialogical refugee care », il a aussi parlé d'abus en juillet 2013 à propos de la situation des enfants de la quinzaine de familles afghanes « sans papiers » qui avaient trouvé abri à l'église du Béguinage. À propos des traumatismes que leur ferait subir le renvoi vers un contexte de guerre et de violence, il avait conclu comme suit : « À vrai dire, nous devrions considérer ces jeunes comme nos futurs ambassadeurs. Or, ils auront plutôt à se souvenir de ce que les normes et les valeurs occidentales signifient dans la pratique. Plus tard, ils se souviendront de la brutalité de notre système, ce qui risque d'alimenter ultérieurement le cycle de violence¹. » Les familles avaient cependant quitté l'église, la plupart pour des centres ouverts. Elles bénéficient provisoirement d'une situation officieuse de tolérance, sans statut lié à une acceptation de leur demande d'asile. À la mi-août, certaines viennent d'être déboutées de leur demande d'asile et se sont réinstallées à l'église du Béguinage. Que signifie cette trajectoire pour les familles concernées? Et, de proche en proche, qu'est-ce que cette histoire révèle de notre société?

ENTRETIEN AVEC PETER ADRIAENSSENS

Paul Gérardin : De l'ignorance du problème, on est passé à sa banalisation...

Peter Adriaenssens : Oui, la secrétaire d'État est tellement populaire que l'on ne va pas la contrarier, surtout pas avant les élections. Le ressort de cette popularité est, malheureusement, lié à un changement d'attitude dans la population. Tous les thèmes associés à la solidarité sont sous pression. « Écoutez, on doit s'occuper de nous », disent beaucoup de gens qui ont le sentiment de rencontrer partout

des étrangers dans ce pays où Flamands et francophones ont déjà des difficultés à s'entendre... On ne peut faire abstraction du lien entre la situation faite aux familles afghanes et tout le reste, notamment l'attitude envers la pauvreté. Beaucoup de problèmes se posent, dont quelques-uns sont cristallisés par cette situation.

RN. : Comment avez-vous été amené à vous soucier des Afghans ?

P.A. : Je ne me suis pas particulièrement occupé des familles afghanes. C'est plutôt un engagement bénévole. En ce qui

¹ <http://bit.ly/1rs0dZA>, 19 juillet 2013.

concerne les personnes qui sont illégales dans le pays, mon équipe, qui est l'équivalent flamand de SOS Enfants, intervient en appui de la Croix-Rouge, de Caritas... lorsque des thérapeutes pour enfants sont nécessaires. Dès lors surgit un débat. Ces troubles psychiques, sont-ils dus à la fuite de leurs parents et à leur arrivée dans notre pays, ou le fait même de résider en Belgique en tant que personne illégale constitue-t-il à lui seul un traumatisme ?

RN. : Quelle est la nature des traumatismes que vous observez, leur origine et leurs conséquences ?

P.A. : Nous avons fait de la recherche narrative, rencontré des familles réfugiées, dont certaines ont passé plusieurs années sans statut reconnu dans notre pays. Et nous avons été amenés à faire la distinction entre ce qui s'est passé dans leur pays d'origine, le traumatisme du transfert, et ce qui se passe ensuite ici, dont l'impact est sous-estimé.

Des parents ne sont pas capables d'exercer leur rôle de parent quand ils se retrouvent dans un environnement où eux-mêmes ne sont pas reconnus comme tels. Quand les parents ne savent pas répondre à des questions relatives au futur ou quand ils sont amenés à dire qu'ils attendent d'être informés et que cela traîne des mois et des années, que se passe-t-il ? L'enfant prend conscience que ses parents ne sont pas capables d'exercer leur fonction d'attachement et de protection. De plus, il est confronté à des adultes qui connaissent souvent des symptômes de dépression, subissent des traumatismes qui s'accompagnent de cauchemars. Ils parlent peu avec leurs enfants, ils finissent par ne plus savoir quoi dire. En effet, comment expliquer pour la énième fois que l'on n'a rien à expliquer ? Ce pays si gentil, qui se mue en fancy-fair à Noël, avec des cadeaux, des lumières..., ne veut pas de nous alors

que nous n'avons rien fait de mal. Alors, comment expliquer à des enfants quelles sont les valeurs de ce pays ? Dans le pays d'origine, la situation était claire, il y avait des armes. Ici, on rencontre une forme d'agression invisible parce que cachée derrière des visages apparemment gentils.

Ainsi, on enlève aux parents la capacité de « parenter » leurs enfants. Les conséquences sont très dangereuses. Après un certain temps, des familles finissent par obtenir une reconnaissance et peuvent rester. Mais dès que les papiers sont en règle surgissent des troubles psychiques. Les relations familiales sont frappées d'impuissance. Tout le monde croit que la vie peut commencer maintenant que tout est résolu. Les parents afghans, eux aussi, en sont convaincus. Mais ils sont surpris de ne pas se sentir bien : ils ne trouvent pas leur place dans ce pays, ils ont des difficultés à apprendre la langue, à trouver du travail, à se resituer par rapport à leurs enfants.

Il n'est donc pas vrai que tout est dû à ce qui s'est passé avant l'arrivée en Belgique. Bien sûr, des gens sont marqués, fragmentés par leur trajectoire. Mais la situation empire ici. Pendant le transfert, le parent et l'enfant comprennent que le premier est impuissant, mais dès qu'ils sont dans notre pays, il devient impossible pour le second de comprendre pourquoi cela continue.

RN. : Ce qui est en cause, c'est l'accueil en Belgique ?

P.A. : Tout dépend de ce qu'on entend par là. Si l'accueil signifie seulement « vous avez des papiers », alors les gens « accueillis » restent mentalement des sans-papiers. Nous vivons tous en contact avec l'autre, nous devons vivre en relation avec lui. Si celle-ci n'est pas établie, si on reçoit seulement une adresse — « allez dans cette ville et là on vous fournira un logement » — les sources de dépression, de traumatismes sont inchangées. Accueillir

les gens, c'est chercher activement comment leur faire place dans notre société. Or, les familles rencontrent une société qui est socialement en crise.

Nous, les Belges, nous sommes à la recherche de nous-mêmes, d'un renouveau des liens sociaux. Actuellement, la plupart des gens réalisent qu'on est allé trop loin, que notre société est devenue trop individualiste, que des troubles du comportement surviennent chez les jeunes faute de liens éprouvés, et qu'il faut donc se mettre à la recherche des valeurs qui nous unissent. Or, on ne trouve pas directement de réponses. On se dispute entre communautés, grandes villes, groupes politiques et dans les familles. En ce moment, chacun connaît son réfugié ! Comme pédo-psychiatre, je peux affirmer que ce n'est pas la famille afghane qui me pose problème... Tous, nous avons à apprendre à accepter quelqu'un dans notre voisinage. Ainsi, en tant que parent, je dois apprendre à aimer et à soutenir l'enfant moins doué que les autres, à aimer et à accepter le partenaire d'un enfant qui n'est peut-être pas celui de mon choix, à aimer et à apprécier mon voisin qui est d'une autre culture. Dans son propre environnement, chacun de nous rencontre l'autre qui l'étonne, l'autre différent avec lequel il ne sait pas d'emblée comment se sentir bien. Beaucoup d'adolescents ont des problèmes à se faire accepter par leur famille.

C'est là que l'exercice doit commencer. Avec les familles réfugiées, on rencontre en quelque sorte le même problème d'un autre point de vue. Si nous nous permettons de dire que des problèmes ne se posent qu'avec les étrangers, ils ne seront jamais résolus faute d'oser regarder clairement ce que cela signifie. On continue à juger les gens, à les partager en groupes, doué-non doué-très doué, gagnants-perdants, etc. Par conséquent, on éprouve des difficultés à accepter qu'on doive aussi

mener un travail social dans un groupe plus large, créer pour certaines personnes les conditions particulières qui les aident à participer, faire le nécessaire pour des personnes malades...

RN. : Et pour « toute la misère du monde » ?

P.A. : Face au gouvernement ou à l'opinion publique, tant que nous nous bornerons à dire « vous n'avez pas la bonne réponse », nous ne serons pas entendus et nous favoriserons l'exclusion des illégaux, des réfugiés. En effet, la majorité répliquera « vous avez vos idéaux sociaux, mais nous ne pouvons pas payer la note ».

En quelque sorte, c'est le même problème qui est à résoudre par rapport aux demandeurs d'asile et à l'opinion publique : comment moi, qui veux l'intégration de ces personnes, puis-je venir en aide à l'autre, et comment puis-je essayer de comprendre celui qui ne comprend pas ? Concernant ce dernier, cela impose d'entendre deux des raisons qu'il avance, pour ouvrir la discussion.

Premièrement, il est vrai qu'on ne peut pas accepter tout le monde dans notre pays. Nous n'en avons pas les moyens et nous savons que ce n'est pas la solution définitive. En effet, des projets où l'on cherche à soutenir des jeunes et des familles dans leur pays d'origine donnent toujours de meilleurs résultats tandis que, pour un nombre important de réfugiés qui essaient de construire leur vie ailleurs, il faut, malheureusement, attendre la deuxième, voire la troisième génération. Le coût de l'exil n'est pas à sous-estimer, on ne peut donc pas idéaliser le système de transfert. Mais si nous sommes d'accord sur le fait qu'il faut faire beaucoup plus pour permettre aux gens de vivre dans leur pays d'origine, notre engagement dans le tiers monde doit être en conséquence. Pour la Belgique, il a été réduit à 0,6 % du PIB. Là, il y a une contradiction...

Deuxièmement, on entend qu'il faut s'occuper directement des nouveaux arrivants de façon à traiter sans tarder leur demande. Si cela signifie un refoulement rapide, ressenti comme une expulsion injuste, du moins la situation reste claire pour les enfants. L'avantage est que l'on ne détériore pas la relation entre parent et enfant. Or, pendant des années, on a accepté que des gens viennent dans notre pays en adoptant une double attitude : vous ne pouvez pas être ici, mais on ne va pas vous expulser. Par conséquent, on est en présence d'une armée d'illégaux, toutes ces familles d'Afghans qui sont ici depuis deux ou trois ans, dont la majorité des enfants parlent bien le néerlandais ou le français. Ces enfants sont intégrés. On a une responsabilité puisqu'on leur a donné la permission d'aller à l'école ici. Ils l'ont fait, ils connaissent la langue et on leur dit qu'ils doivent retourner dans leur pays d'origine. Ou bien on leur dit qu'ils ne peuvent en principe pas rester ici, mais qu'on va tolérer leur présence puisqu'ils courent des risques dans leur pays. Ainsi, on tient continuellement un double langage.

Ce faisant, on démontre que le système politique de l'Ouest, soi-disant démocratique, l'est très peu dans les faits. On investit tellement d'argent dans la lutte contre le terrorisme, on voit partout des terroristes. Des enfants de ces pays, afghans et autres, vivent de façon continue chez nous. Ils pourraient apprendre chez nous ce qu'est une démocratie, découvrir que nous sommes des gens ouverts qui veulent vivre ensemble sans violence, avec leur culture, leur religion, leur monde politique. Ils pourraient devenir nos ambassadeurs dans leur pays. Alors que, lors de leur renvoi, ils iront raconter à quel point nous simulons la démocratie, abusons des gens en leur donnant l'impression de pouvoir participer ;

ils prétendront que les valeurs de l'Ouest peuvent être très dangereuses.

En partant des arguments qui circulent dans l'opinion publique, on tente de susciter une réflexion sur nos contradictions et la responsabilité de nos attitudes d'exclusion dans l'émergence de l'extrémisme de groupes qui disent qu'ils ne rejettent que les pays soi-disant démocratiques.

R.N. : Le cas des Afghans est bien spécifique. Il s'agit d'un pays en guerre, à l'instar de ce qu'on a connu en Europe lors des guerres mondiales, avec l'exode de populations. Limitons-nous ici aux familles. Deux réponses se sont succédé. La première est individualisée : « On va voir de quel quartier vous venez, à vous de prouver que vous êtes menacés ». Une seconde est provisoire : « Vous vous débrouillez matériellement par vous-mêmes, sans statut officiel. » Toutes deux sont marquées par l'incertitude. Que pensez-vous de cette attitude politico-administrative ?

P.A. : Elle risque de concrétiser une contre-valeur que nous ne voulons pas propager : l'image d'un pays qui ne sait plus ce qu'il veut, qui préfère qu'ils partent sans oser prendre la décision. L'immobilisme se poursuit parce que les parents ne seront jamais sûrs qu'un autre ministre, une autre administration ne changera pas les règles du jeu. Rendre quelqu'un dépendant de ma bonne volonté, c'est adopter une stratégie de maltraitance, que l'on qualifiera ici d'émotionnelle. « Aujourd'hui, je te permets de rester et je verrai ce que je déciderai demain. » C'est très dangereux parce qu'on a besoin de gens qui ont une bonne santé mentale, alors que la leur est déjà sous pression. Si, à long terme, on accroît le nombre de personnes qui auront besoin d'aide mentale, cela ne fera pas progresser la tolérance de l'opinion publique... Par contre, un Afghani qui travaille ici, a étudié, est bien vu par son entourage, parle avec les journalistes comme on en a vu quelques

exemples, quand il est quand même renvoyé, on constate que l'opinion publique ne suit plus. « Pourquoi doit-il quitter le territoire, alors qu'il s'est bien adapté? »

Cette adaptation est un facteur important pour atteindre la population, qu'il faut en quelque sorte séduire. Les candidats à la migration peuvent montrer qu'ils veulent apprendre les langues du pays, participer au travail de la collectivité, entrer dans le réseau social. Du côté du pays d'accueil, si on veut qu'il en aille ainsi, il est primordial de faire un choix clair et de dire « oui » vous pouvez rester, ou bien « non ». Mais ce qui se passe maintenant, ne pas dire « oui » et toujours risquer le « non », c'est de la maltraitance émotionnelle.

R.N.: Voyez-vous la possibilité d'autres réponses?

P.A.: Je pense à ce que l'on fait au Canada. On y donne la permission aux enfants de suivre une scolarité complète, tout en se gardant d'envoyer au pays d'origine le signal d'une intention de retenir des personnes douées. On requiert un engagement de la famille: si la situation politique évolue dans le pays d'origine jusqu'à une pacification, elle doit être prête à retourner avec les enfants devenus adultes pour participer à la reconstruction. C'est lourd, ce n'est pas facile, mais on donne à l'éducation un but à long terme en tenant compte de la vulnérabilité du pays d'origine, avec le projet d'essayer de modifier la situation.

En ce qui concerne la durée de séjour, l'important est de poser un délai motivé. Ni installation définitive ni permission suspendue après un, deux, trois ans, mais un séjour en fonction d'un but concret, à savoir les études des enfants et la formation professionnelle. On peut déjà vous dire aujourd'hui que dans vingt ans, quand le plus jeune aura vingt-cinq ans, vous serez de retour dans votre pays, sauf exception.

Bien sûr, je comprends que le monde politique se demande s'ils vont rentrer et qui va adopter un tel programme. Mais je constate quand même que des pays l'ont mis en place et qu'ils ont probablement mis au point des stratégies adéquates, avec des assistants sociaux qui soutiennent les familles, encouragent à maintenir le contact avec leur pays d'origine, les stimuler pour qu'ils continuent à parler leur langue avec leurs enfants.

Parmi les enfants afghans, j'ai été frappé par ce que disent des filles: « Maintenant je joue à l'école dans une classe mixte, je m'amuse, je peux utiliser les mêmes mots que les garçons, on fait les mêmes blagues. » Et voici qu'on va les obliger à retourner dans un pays où elles ne pourront plus étudier, où elles seront cloîtrées à l'intérieur de la maison, où les filles et les femmes qui ont étudié sont en position risquée. C'est une réalité, qui ne dépend pas du lieu précis où on habite en Afghanistan. C'est une raison de les protéger. On est conscient de ce problème pour les homosexuels dans différents pays. Pourquoi ne pas comprendre qu'il en va de même pour les filles et qu'on a une mission à accomplir tous ensemble si on veut protéger les femmes et soutenir le développement humain dans ces pays.

R.N.: Vous disiez au début de l'entretien que tous les thèmes liés à la solidarité sont sous pression. Comment avancer dans la communication avec le public?

P.A.: Il y a quelques années, beaucoup de personnes critiquaient l'entrée de réfugiés, mais on ne le faisait pas ouvertement. Maintenant, on m'interpelle en me demandant si je n'ai rien d'autre à faire... « Occupez vous de nos enfants, il y en a tant qui ont des troubles psychiques. » Dans la population, il n'y a plus de honte à critiquer. Le danger est que cela nous rende intolérants et que nous devenions aussi agressifs.

Le père Daniel Alliét a ouvert l'église du Béguinage. Je lui ai dit : « Bravo. Mais à condition que la population n'ait pas l'impression que c'est une agression. » C'est dans ce même sens que je m'adresse à Maggie De Block, la secrétaire d'État : « Madame, comment est-ce possible d'oublier votre éthique de médecin ? » Je suis convaincu qu'on doit continuer à chercher le dialogue plutôt que de favoriser une polarisation de la population.

Le fait que la presse se désintéresse de l'histoire des Afghans est significatif. Avec cette population de réfugiés, je crois qu'on doit chercher comment elle peut participer à l'invention d'un langage, à des réalisations favorables pour dialoguer avec ce pays. Montrer à la population leur culture, leur musique, leur danse, leur cuisine..., à charge pour eux aussi de trouver un moyen de communiquer.

C'est extrêmement difficile et on essuie des échecs. Je pense qu'on est amené à accepter qu'il y a des périodes où la société

est plus ou moins ouverte. Entretemps, il est important que nous persistions à parler des valeurs qui nous poussent. Ce n'est pas une question d'Afghans contre Belges, Wallons et Flamands, etc. Je veux mener une vie sociale parce que je suis convaincu qu'être heureux dépend de la présence d'autres. Leurs différences m'exposent à certaines choses qui me font réfléchir sur la concordance entre mes actes et mes valeurs. Si je veux rencontrer les Afghans, ce n'est pas parce que je connais très bien la politique belge, mais parce que je veux être disponible pour l'autre. Vous, madame la secrétaire d'État, vous avez aussi besoin de ces autres et serez heureux d'en rencontrer, je vous le souhaite...

Ma conviction, c'est qu'on doit essayer de pacifier le débat : ne pas mettre le projecteur sur les pays, mais sur l'humanisation du problème. ■

Propos recueillis par Paul Gérardin
accompagné de Françoise Orts